



**HAL**  
open science

# Dynamiques agraires et croissance démographique au Burundi l'agroécologie avant la lettre

Hubert Cochet

► **To cite this version:**

Hubert Cochet. Dynamiques agraires et croissance démographique au Burundi l'agroécologie avant la lettre. *Dossiers de l'Environnement de l'INRA*, 2012, Rio + 20, 33, p.123-136. halshs-01374385

**HAL Id: halshs-01374385**

**<https://shs.hal.science/halshs-01374385>**

Submitted on 7 May 2020

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LES  
**DOSSIERS**  
DE L'  
**ENVIRONNEMENT**  
DE L'INRA

**33**

**Rio + 20 : comment rechercher  
un développement durable ?**

MISSION D'ANTICIPATION RECHERCHE/SOCIÉTÉ

**INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE AGRONOMIQUE**

147 rue de l'Université, 75338 Paris cedex 07

# Dynamiques agraires et croissance démographique au Burundi : l'agroécologie avant la lettre<sup>1</sup>

Hubert Cochet<sup>2</sup>

Professeur d'agriculture comparée, AgroParisTech

hubert.cochet@agroparistech.fr

Le Burundi est un petit pays de 27 000 km<sup>2</sup>, peuplé de 8 millions d'habitants, dans un milieu globalement montagnard, situé entre 1 000 et 2 000 mètres d'altitude. L'image que l'on peut donner du Burundi, comme du Rwanda voisin, est celle de campagnes densément peuplées (200 habitants au km<sup>2</sup> en 1990, près de 300 aujourd'hui), cette densité représentant une densité rurale, dans la mesure où les villes sont de taille modeste dans ces deux pays. L'habitat est dispersé, avec de toutes petites unités de production agricoles, d'une taille moyenne inférieure à un hectare. Exclusivement manuelle et largement tournée vers les productions vivrières, l'agriculture de ce pays pourrait suggérer, à un observateur non averti, l'image d'une agriculture « traditionnelle » directement héritière du passé.

Pourtant, l'histoire agraire de ce petit pays de l'Afrique des Grands Lacs est exceptionnellement riche d'enseignements pour qui s'interroge sur l'avenir de l'agriculture et de l'alimentation de cette région du monde et, bien au-delà, de l'alimentation de l'humanité toute entière.

L'approche diachronique de l'histoire agraire de ce pays révèle en effet qu'il a connu deux révolutions agricoles majeures qui ont tour à tour transformé profondément cette agriculture, non pas en faisant largement appel à l'énergie fossile et aux moyens de production d'origine industrielle à la manière des pays du Nord, mais en s'appuyant presque exclusivement sur les mécanismes biologiques et l'ingéniosité humaine. Bien avant la lettre, les paysans burundais ont inventé l'agroécologie et fait de la gestion de la biomasse l'enjeu majeur tant des systèmes de production mis en œuvre que des relations sociales nouées entre les acteurs.

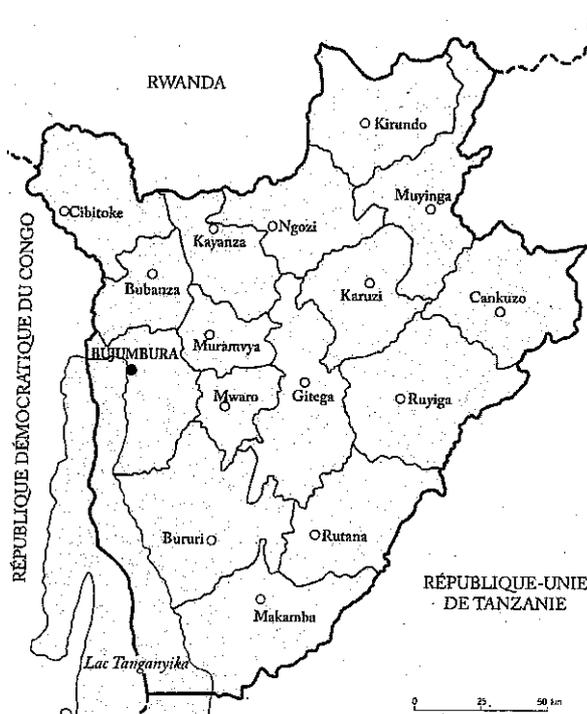


Figure 1. Le Burundi.

1. Cet article fut d'abord édité sous la forme d'un chapitre dans l'ouvrage de B. Wolfer (Dir.), *Agricultures et paysanneries du monde. Mondes en mouvement, politiques en transition*, 348 pages, paru aux éditions Quae. Nous le publions ici avec l'aimable autorisation de l'éditeur © Quae, 2010.

2. Professeur d'agriculture comparée à AgroParisTech, H. Cochet a travaillé pendant dix ans sur le Burundi, où il a séjourné de 1990 à 1993. Il est l'auteur du livre *Crises et révolutions agricoles au Burundi*, Éd. Karthala, 2001. Cet ouvrage a obtenu le Prix Tropicque décerné par l'Agence française de développement en février 2002.

C'est ainsi que le Burundi a conquis son indépendance alimentaire à la fin des années quarante, autonomie alimentaire qui lui a permis de faire face à la croissance démographique de la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle et qu'il aurait peut être conservée s'il n'avait pas été plongé dans la guerre civile en 1993.

## Obstacles épistémologiques

Lorsque je suis arrivé au Burundi, j'ai été immédiatement pris par une sorte de malaise, malaise lié à la question suivante : à l'époque, lorsque l'on mettait les pieds dans ce pays, il fallait nécessairement adopter deux points d'entrée, sorte de passage obligé. D'une part la variable ethnique, la distinction entre Hutus (groupe supposé d'origine agricole) et Tutsis (groupe supposé spécialisé dans les activités pastorales) étant censée éclairer bien des choses en matière d'agriculture ; d'autre part la « pression » démographique qui aurait été, pour les uns, néomalthusiens, la source de tous les maux, et pour les autres, davantage inspirés par les thèses de Boserup<sup>3</sup>, le moteur du changement. Il n'y a pas beaucoup de régions au monde où les partisans de ces thèses dites « opposées » se sont davantage affrontés, en particulier sur le domaine agricole.

Au début de cette recherche, fallait-il se laisser couler dans ce moule et aborder la question de l'agriculture burundaise au travers de ces prismes considérés comme incontournables ? J'ai, à l'époque, pris la décision de répondre par la négative. Je n'avais pas beaucoup d'arguments pour justifier ce choix mais une sorte d'intuition m'a conduit à m'en éloigner. J'ai donc évacué ces deux entrées. Chemin faisant, ces deux « clefs d'interprétation » se sont révélées au contraire des obstacles épistémologiques, au sens plein du terme. Le choix que j'avais fait de ne pas emprunter ce chemin s'est révélé validé et a permis de formuler de nouvelles hypothèses et de renouveler ainsi l'approche de l'agriculture de cette région du monde.

En évacuant ces questions, je me suis attiré un certain nombre d'inimitiés dans la communauté des chercheurs et des experts travaillant sur ces régions-là. Il m'a fallu travailler de manière un peu solitaire, essentiellement avec les étudiants de la faculté d'économie du Burundi et avec les agriculteurs eux-même, pour essayer de revenir à l'observation des faits, parler avec les gens et attacher une très grande importance à l'histoire agraire, puisque c'est au nom de cette histoire que les idéologies les plus dévastatrices ont été construites, puis renouvelées et amplifiées ces dernières années.

L'objet était donc d'essayer de comprendre le développement agricole de ce pays, conçu comme un processus de longue durée (il y a deux mille années d'histoire agraire dans ce pays) et de tenter de reconstituer ce qui s'était passé, de rassembler les faits, de les interpréter et de donner peut-être une lecture différente aux crises qui se sont succédé, chaque crise donnant lieu à une transformation complète du système agraire.

C'est le résultat de cette recherche que je vais essayer de présenter ici. Sans m'attarder sur les aspects méthodologiques et sur les concepts utilisés, j'insisterai surtout sur ce que l'on peut retenir de cette dynamique agraire pour revenir en conclusion sur ces deux obstacles épistémologiques contournés au départ.

## L'ancienneté de l'histoire agraire de cette région du monde

On a maintenant la quasi-certitude que l'association agriculture-élevage a déjà deux mille ans dans cette région du monde<sup>4</sup>. Cela a l'air anodin, mais si l'on regarde les conflits politico-ethniques de

3. Boserup E., 1965. *The conditions of agricultural growth. The economics of agriculture under population pressure*, 128 p., George Allen and Unwin, London.

4. Voir : Schoenbrun D.L., 1990. *Early history in Eastern Africa' Great Lakes region: linguistic, ecological, and archaeological approaches ca. 500 B.C. to ca. 1000 A.D.*, Los Angeles, USA. Voir aussi : Van Grunderbeek M.C., Roche E., 2007. Multidisciplinary evidence of mixed farming during the early iron age in Rwanda and Burundi, in Denham T., Iriarte J., Vrydaghs L. (Eds.), 2007: *Rethinking agriculture, archaeological and ethnoarchaeological perspectives, One World Archaeology*, 51, Left Coast Press Inc., Walnut Creek, California, p. 299-319.

ces dernières décennies, parfois encore « expliqués » en invoquant la soumission historique des Hutus, considérés comme un groupe d'agriculteurs autochtones, par un groupe de pasteurs allochtones, les Tutsis, découvrir que l'association agriculture-élevage date de deux mille ans dans cette région me semble important.

Un système agro-pastoral se met donc en place, il y a mille cinq cents ou deux mille ans. Les activités agricoles sont basées sur la céréaliculture à base de sorgho et d'éleusine<sup>5</sup>, une culture continue impliquant donc, non pas des systèmes sur abattis-brûlis à longue révolution, mais des systèmes à labours, avec travail du sol et successions culturales de courte durée. Se met en place conjointement un élevage sédentaire, à la fois producteur de lait (partiellement transformé en beurre), de viande, et pourvoyeur de déjections animales minutieusement collectées pour fertiliser les terres de culture, une véritable association agriculture-élevage. Ces activités sédentaires d'agriculture et d'élevage sont pratiquées par des gens parlant le même langage, vivant sur les mêmes collines, dans des habitats positionnés au sommet de ces collines.

Vers le XVIII<sup>e</sup> siècle se déroule au Burundi comme au Rwanda ce que j'ai appelé une « révolution agricole », c'est-à-dire un ensemble de transformations tout à fait considérables de l'agriculture, des rapports sociaux et de la société dans son ensemble.

## Une révolution agricole méconnue au XVIII<sup>e</sup> siècle

### La généralisation des plantes d'origine américaine et la mise en place d'un nouveau calendrier de travail.

Le maïs et les haricots<sup>6</sup> font leur apparition dans les exploitations agricoles burundaises et se généralisent très vite à toute cette région du monde. En même temps se développe la double culture annuelle, c'est-à-dire la possibilité pour les agriculteurs de faire deux récoltes par an sur la même parcelle. C'est également une innovation majeure.

Dans cette région, dont la pluviométrie permet cette double récolte (il pleut de septembre/octobre à mai/juin), ce n'était pas le cas avant l'introduction des plantes d'origine américaine : on cultivait un seul cycle de sorgho par an, ou un cycle d'éleusine (ces céréales ayant ici un cycle relativement long). L'introduction du nouveau matériel végétal d'origine américaine va permettre aux agriculteurs, au travers d'un processus d'innovation qu'il est difficile de reconstituer précisément, la mise en place d'un calendrier agricole beaucoup plus intensif, avec en première partie de la saison des pluies, un cycle de maïs associé aux haricots, auquel succède immédiatement un cycle de sorgho. Alors que le sorgho était auparavant semé au début de la saison des pluies, les semis du sorgho sont par conséquent repoussés au milieu de la saison des pluies pour pouvoir faire préalablement un cycle de culture avec du matériel végétal nouveau. Tout cela se met en place au XVIII<sup>e</sup> siècle.

Le résultat de cette transformation est une productivité globale du travail multipliée par deux. À cette époque cela est un progrès substantiel. On peut reconstituer qu'un actif pouvait alors produire l'équivalent de 20 quintaux de céréales et légumineuses par an grâce à ces changements, alors qu'il n'en produisait guère plus d'une dizaine auparavant (Cochet, 2001).

### L'amélioration des pratiques d'association agriculture-élevage

Un autre changement substantiel de cette époque est l'amélioration des pratiques d'association agriculture-élevage avec une récupération de plus en plus minutieuse des déjections animales et l'allongement des durées de stabulation. Les bovins dorment dans la cour de la ferme et l'on récupère les déjections animales chaque matin, à la main, pour les mettre sur les terres cultivées. Pendant la longue saison des pluies, l'habitat étant situé en position sommitale, on aménage de petites rigoles

5. *Eleusine corocana*, céréale vraisemblablement domestiquée en Afrique de l'Est.

6. Du genre *Phaseolus*, les *Vignas* étant connus depuis beaucoup plus longtemps en Afrique.

qui vont permettre d'acheminer les eaux de pluie, chargées en éléments fertilisants, vers les parcelles cultivées.

Dans cette société nouvelle qui se met en place, le bétail prend un rôle tout à fait central, de deux points de vue. D'une part, c'est le seul bien accumulable, il constitue donc un capital tant au sens propre que figuré, si bien que la différenciation paysanne, à l'époque, est marquée dans le paysage par la taille des troupeaux de chacun. D'autre part, le bétail est le vecteur des transferts de fertilités activés du *saltus* (pâtures) vers l'*ager* (cultures). C'est pourquoi, un agriculteur qui a un gros troupeau est riche, non pas seulement parce qu'il possède un gros troupeau, mais parce qu'il a accès à une quantité importante de bouses de vache récupérable, quantité qui lui permettra de cultiver ou de faire cultiver au travers de relations de clientélisme, des parcelles plus grandes, dotées de rendements plus élevés. Le bétail est donc bien, dès cette époque, au cœur des mécanismes d'accumulation et de différenciations paysannes.

### Rapports clientélistes et rapports tributaires

Au XVIII<sup>e</sup> siècle se généralisent très curieusement des rapports de clientélisme essentiellement basés sur la gestion de la fertilité, en l'occurrence de la fumure organique. Ce que l'on appelé les « contrats de vache » se sont alors multipliés. Il s'agissait d'un contrat qui liait un détenteur d'un gros troupeau avec quelqu'un qui avait très peu de vaches ou pas du tout, et qui permettait à celui qui n'avait pas de bétail, en échange d'un certain nombre de redevances et/ou de services, d'accéder à la possession d'une génisse<sup>7</sup> et donc aux transferts de fertilité permis par le bétail. Ces rapports sociaux ont donc rendu possible une généralisation de l'association agriculture-élevage, bien au-delà de ce qu'aurait autorisé une répartition très inégalitaire de la propriété du bétail.

À cette époque se mettent également en place des rapports sociaux de type tributaire. Une société tributaire se forme au Burundi, un royaume, comme au Rwanda voisin, et la nouvelle classe dirigeante (princes de sang, prêtres, devins, ritualistes, etc.) vit grâce au prélèvement d'un tribut. Sa légitimité va être liée, en quelque sorte, au fait que le roi est garant de la fertilité des terres, des vaches et des femmes du royaume : toute une aristocratie politico-religieuse se met en place et, très curieusement, tous les rites agraires, c'est-à-dire toute la religiosité de cette société, tourne autour du nouveau calendrier agricole et la possibilité de faire deux récoltes annuelles sur une même parcelle. Les semis de sorgho ayant été repoussés au milieu de la saison des pluies, la date de ces semis (fin décembre) devient fête nationale, assortie d'un interdit très rigoureux de semer le sorgho avant cette date<sup>8</sup>. Toute la structure politico-religieuse qui se met en place à cette époque cristallise donc ces transformations agraires qui ont vu le jour tout au long du XVIII<sup>e</sup> siècle.

Ces multiples transformations techniques, sociales et politiques, permettent pour toute la période du XVIII<sup>e</sup> siècle et du XIX<sup>e</sup> siècle, un accroissement démographique continu. C'est une période d'expansion et de croissance. La croissance démographique est évidemment très lente (0,5 à 0,75 % par an au maximum), mais quasiment continue<sup>9</sup> (fig. 2).

À l'époque, il est difficile de savoir ce que désignaient précisément les catégories Hutu et Tutsi. Il semblerait qu'il s'agissait plutôt de catégories sociales : se considéraient et étaient considérés comme Tutsis les gens qui avaient les troupeaux importants, et qui étaient donc au sommet de la pyramide sociale ; tandis que se considéraient et étaient considérés comme Hutus les gens qui avaient peu de bétail. Ces catégories n'étaient donc pas « ethniques » puisqu'un grand éleveur qui

7. Voir Chrétien J., 1984. Agronomie, consommation et travail dans l'agriculture du Burundi du XVIII<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle, in : Cartier M. (Éd.), *Le travail et ses représentations*, Éditions des archives contemporaines, Paris, 123-178. Voir aussi Botte R., 1969. Burundi : la relation ubugabire dans la tête de ceux qui la décrivent, in : Les relations personnelles de subordination dans les sociétés interlacustres de l'Afrique centrale, *Cahiers d'études africaines*, Vol. IX, 3, 35, 363-371.

8. Bahenduzi M., 1991. *Le rituel du Muganuro dans l'histoire du Burundi des origines au XX<sup>e</sup> siècle*. Thèse de doctorat, université Paris I Panthéon-Sorbonne, CRA, Paris.

9. Thibon C., 1989. L'expansion du peuplement dans la région des Grands Lacs au XIX<sup>e</sup> siècle. *Canadian Journal of African Studies*, 23,1, 54-72. Voir aussi sa thèse : Thibon C., 1999. *Recherche en histoire rurale. Sociétés rurales en modernisation. Pyrénées XIX<sup>e</sup> siècle, Burundi XX<sup>e</sup> siècle. Une histoire sociale du politique*. Tome 1. Synthèse Burundi : Croissance, transition démographique et crises socio-politiques au Burundi 1880-1993. Une population prise au piège d'une fatalité ou de dérives socio-démographiques modernes, HDR, université de Pau et des pays de l'Adour, Pau.

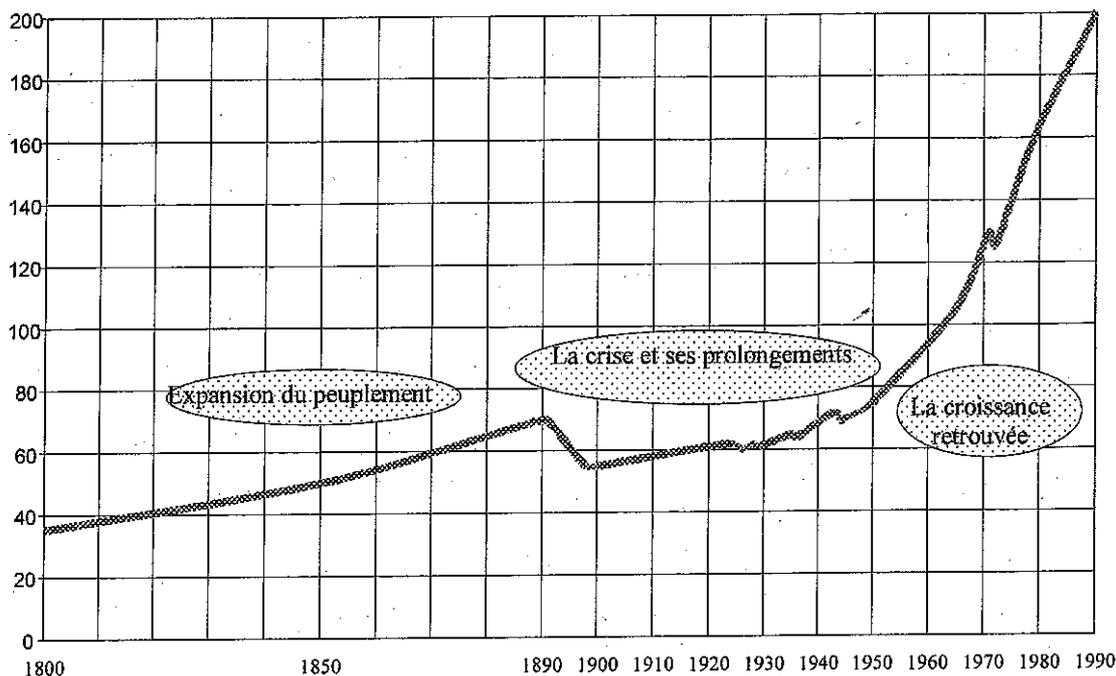


Figure 2. Évolution schématique de la densité de population au Burundi de 1800 à 1990 : lente expansion du peuplement au XIX<sup>e</sup> siècle, crise profonde jusqu'au début des années quarante, croissance soutenue ensuite. Source : H. Cochet, d'après les travaux de Christian Thibon (1999). La reconstitution de la croissance démographique au XIX<sup>e</sup> siècle est présentée à titre d'hypothèse, sur la base d'une lente progression de 0,5 à 0,75 % par an.

perdait malencontreusement son troupeau (foudre, par exemple) était « rétrogradé » dans la catégorie des Hutus. Cela avait donc bien peu de choses à voir avec des distinctions d'ordre ethnique, même si, évidemment, le patrimoine (les vaches) comme l'identité se transmettent d'une façon héréditaire, ici de père en fils.

### De 1891 à 1944 : cinquante années de crise agraire

À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, ce système connaît une crise extrêmement brutale et très profonde qui va durer plus de 50 ans, de 1891 à 1944. La croissance démographique est stoppée net durant ces années, ce qui veut dire que très régulièrement le pays est ravagé par la famine et les épidémies. C'est une crise qui marque donc une rupture très profonde par rapport aux deux siècles précédents de croissance agricole (fig 1).

Pour expliquer et interpréter cette crise, il faut scinder la période considérée en deux.

Dans un premier temps (les 25 premières années), il s'agit plutôt d'une crise de type malthusien. Son déclenchement est provoqué par des épizooties : le bétail du Burundi et du Rwanda est décimé par la peste bovine, la fièvre aphteuse, la trypanosomiase (maladie du sommeil). À partir du moment où le bétail est détruit (jusqu'à 90 %, dans certaines régions), il est évident que tout l'édifice s'écroule puisque le bétail est à la fois le capital des agriculteurs et le vecteur de transfert de fertilité qui permet à cette agriculture d'être durable. Si l'on cherche à comprendre les raisons de cette crise, on peut démontrer que celle-ci résulte bien du dépassement d'un certain « plafond », c'est-à-dire de la capacité maximale qu'avait ce système agraire à nourrir une population donnée. On peut estimer qu'à l'époque, il fallait environ 12 hectares par famille pour que ce système soit durable, compte

tenu des surfaces de pâturage nécessaires à l'entretien d'un petit troupeau, lui-même nécessaire à la reproduction de la fertilité des terres qui étaient intensément cultivées avec le système de la double récolte annuelle. Avec 12 hectares par famille, et en considérant que chacune d'elle pouvait rassembler cinq à six personnes (les rapports sociaux lignagers et avec eux, la famille de type élargie, ayant été distendus depuis fort longtemps), on en déduit une densité démographique possible de 50 habitants par km<sup>2</sup>, ce qui est déjà considérable à l'époque. Or, il semblerait qu'en 1890, cette densité démographique ait été largement dépassée, c'est-à-dire que l'on comptait déjà 65 ou 70 habitants au km<sup>2</sup>. Le premier recensement dont nous disposons, et qui indique une densité démographique de 55 habitants par km<sup>2</sup>, est celui mis en place par les colons pendant les toutes premières années du XX<sup>e</sup> siècle, donc après la première grande famine. Il est donc certain que le plafond avait été très largement dépassé et que la densité démographique était établie bien au-delà de ce que pouvait nourrir durablement le système agraire. Les conséquences de cette surpopulation sont faciles à comprendre : pour nourrir une population en augmentation constante, un accroissement des surfaces cultivées au détriment des surfaces de pâturage était nécessaire, mais parallèlement, un besoin accru en fumure animale se faisait sentir pour restaurer la fertilité des champs. Tout le monde s'efforçant d'avoir le plus de bétail possible (multiplication des « contrats de vaches » pour les plus démunis, razzia sur les territoires voisins pour les princes, etc.), il en aurait résulté un surpâturage généralisé, une sorte de « tragédie des communs »<sup>10</sup>, chaque agriculteur ayant individuellement intérêt à accumuler du bétail pour essayer d'enrayer la diminution inéluctable du rapport fumure animale/surface cultivée. Cette crise de surpâturage généralisé expliquerait, en grande partie, la brutalité des épi-zooties : si le bétail a été détruit aussi violemment par des microbes, dont certains étaient pourtant présents dans la région depuis longtemps, c'est bien que ce bétail était très affaibli et incapable de résister aux agressions microbiennes.

Bien que la colonisation européenne intervienne à cette époque, cette crise du système agraire est donc d'abord une crise endogène, du moins peut-on l'interpréter comme telle dans sa première partie.

Dans un second temps, la colonisation a joué un rôle décisif dans le prolongement de cette crise. Si celle-ci a duré aussi longtemps c'est bien à cause de la pression coloniale qui s'est exercée sur ces paysanneries à partir des premières décennies du XX<sup>e</sup> siècle. Burundi et Rwanda ont été colonisés par les Allemands, mais ces derniers n'ont pas vraiment eu le temps de mettre en place une administration coloniale puisqu'ils ont été chassés de cette région du monde par la Société des Nations (SDN) après leur défaite à la Première Guerre Mondiale. C'est à la Belgique que la SDN confie le Rwanda et le Burundi en 1918 et c'est l'administration belge qui va véritablement mettre en place ce système colonial, dans les années vingt et trente.

La politique coloniale va aggraver et prolonger la crise. Le mécanisme est assez simple : capitation (impôt sur la personne), culture obligatoire du café, corvées coloniales de toutes natures, cultures vivrières obligatoires, soit un accroissement des prélèvements et un détournement de la force de travail considérable à une époque où cette paysannerie est plongée dans une crise gravissime. Nul doute donc que ces nouvelles pressions soient venues aggraver la crise. Rappelons qu'à l'époque, celui qui n'était pas capable de payer l'impôt se voyait soumis à des peines corporelles. Pour pouvoir payer cet impôt, dont le poids relatif n'a cessé d'augmenter par rapport à ce que ces contribuables pouvaient espérer vendre, les gens avaient deux solutions : se défaire de leurs dernières vaches ou de leurs dernières chèvres, ce qui aggravait encore ce processus de décapitalisation issu de la crise, ou fuir leur pays pour se réfugier dans les colonies britanniques où il était plus facile de se cacher ou d'avoir accès à des emplois rémunérés. Il y a donc une hémorragie de main-d'œuvre, ce qui renforce la pression fiscale sur la force de travail qui reste au pays.

Un autre aspect de cette politique coloniale, qui laissera des traces durables, c'est la lecture purement ethnique que les missionnaires et administrateurs coloniaux ont fait de la société qu'ils avaient sous les yeux. Dans l'idéologie dominante des années trente, toute différence entre groupes sociaux ne pouvait être expliquée que par la race, les races ayant, de surcroît, vocation à être hiérarchisées.

10. Au sens de G. Hardin in *The Tragedy of the commons*, *Science*, 13 décembre 1968.

Paraît donc à cette époque toute une littérature pour expliquer que les Hutus constituent une ethnie d'agriculteurs qui aurait été soumise par une ethnie d'éleveurs, considérée comme supérieure, les Tutsis. Cette lecture ethnique est facilitée par les ravages de la crise agraire évoquée précédemment parce que, effectivement, la société que découvrent les colons est une société où seulement une petite élite a encore du bétail puisque celui-ci a été décimé à 90 %. Les seules familles qui ont réussi à conserver ou à reconstituer une partie de leur cheptel sont celles qui en avaient le plus auparavant, celles qui avaient plusieurs troupeaux confiés en gardiennage dans différents endroits et qui avaient pu ainsi disperser les risques, tandis que l'immense majorité de la population avait perdu tout son bétail. Mais la lecture qu'en feront les colons est la suivante : pour ceux qui avaient encore du bétail, on a supposé qu'il s'agissait d'un « peuple d'éleveurs », tandis que pour ceux qui n'en avaient pas, on faisait l'hypothèse qu'ils n'en avaient jamais eu, donc qu'il s'agissait d'un « peuple d'agriculteurs ». Non seulement cette vision, ignorante du passé, était erronée, mais l'administration coloniale décréta que cette minorité « d'éleveurs » était dotée de qualités supérieures et par là prédestinée à diriger les autres. C'est donc dans ses rangs que l'on a choisi les jeunes hommes destinés à devenir, après formation, la fraction « indigène » de l'administration coloniale : policiers, percepteurs, infirmiers, vulgarisateur, agents vétérinaires, etc.

Ainsi, ce demi-siècle (1891-1944) a connu cinq famines successives. Chaque fois que la démographie retrouvait son rythme de croissance, la population était de nouveau ravagée par des famines meurtrières, et ce jusqu'en 1943-1944, dernière famine historique connue au Burundi. En 1945, la densité de population est toujours de 55 habitants par km<sup>2</sup>.

## Les transformations agraires de la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle

La fin de l'époque coloniale marque la sortie de crise. Là aussi, la périodisation que l'on peut établir en termes de système agraire n'est pas conforme à la périodisation politique. La sortie de crise et ce que je vais appeler le démarrage d'une nouvelle révolution agricole, n'a pas lieu au moment de l'Indépendance, mais une bonne dizaine d'années plus tôt puisque c'est à partir de 1945 que les choses ont commencé à changer de nouveau.

À partir de 1944, la courbe de la population prend son envol (fig 1). En 1960, et alors que le seuil des 100 habitants par km<sup>2</sup> était atteint, tous les experts tiraient la sonnette d'alarme sur le fait qu'on était à la limite de capacité du système et qu'on se dirigeait tout droit vers un nouveau déséquilibre population/ressources, les schémas malthusiens étant à l'ordre du jour pour actionner tous les cliquotants. Dans les années 1990, le seuil des 200 habitants au km<sup>2</sup> est atteint. Malgré cela, le pays a conquis son autosuffisance alimentaire ; il n'y a plus eu aucune crise alimentaire grave depuis 1943-1944. La population a triplé, la production vivrière aussi et, de plus, le Burundi tout comme le Rwanda sont devenus des pays exportateurs de café arabica de qualité et de thé. Cet accroissement spectaculaire a eu lieu sans aucun moyen de production d'origine industrielle : pas d'engrais, pas de produits phytosanitaires, pas de nouveaux outils, sauf la houe de facture industrielle : c'est assez original pour être souligné. Il y a donc une production en croissance exponentielle, au même rythme que la population, sans nouveaux moyens de production, et une autosuffisance alimentaire qui serait encore d'actualité si le Burundi n'avait pas été plongé dans la guerre civile en 1993.

Il s'est donc passé une rupture majeure à cette époque et un ensemble de transformations tout à fait considérables que je vais essayer de décrire rapidement.

### La bananeraie

Pour qui se promène dans les collines du Rwanda et du Burundi, ce qui frappe c'est l'omniprésence des bananiers. Ces collines présentent un paysage très verdoyant, où la moitié supérieure de chaque colline est quasi systématiquement recouverte de bananiers. Ils occupent aujourd'hui une place absolument considérable dans les paysages burundais et rwandais. Chose curieuse, le phénomène est récent. Les Burundais connaissaient les bananiers auparavant mais, jusque dans les années

quarante, ne les cultivaient que très peu. L'une des premières dynamiques de la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle est que les collines se soient en partie couvertes de bananiers.

D'un point de vue génétique, ce sont des cultivars très originaux. Cela fait partie des bananes fruits (de génotype AAA) contrairement aux bananes dites « plantains ». Et pourtant, ces cultivars ne se consomment pas comme fruits, mais uniquement sous forme de « bière de banane » (le jus fermenté). On récolte les régimes de bananes ; puis, après quelques jours pendant lesquels les régimes sont enterrés, on épluche les bananes ; on les met dans une sorte d'auge à macération dans laquelle on ajoute de l'eau ; puis on malaxe pour essayer d'en sortir le plus de sucre possible. C'est seulement ce produit qui est recherché : le jus de banane qui sera ensuite mis à fermenter pour confecturer la « bière ». La totalité des résidus de culture, c'est-à-dire le tronc du bananier, ses feuilles, l'axe du régime, les peaux de banane et la pâte de banane après extraction du jus, sont restitués à la parcelle, c'est-à-dire jetés dans la bananeraie.

Si l'on fait l'analyse agronomique de ce système de culture, on constate qu'il est étonnamment performant. Un bilan minéral d'une parcelle soumise à ce système de culture donne un résultat équilibré parce qu'il n'y a pratiquement pas d'exportations minérales : dans le jus de banane, il n'y a guère que du sucre (du carbone), de l'eau et des vitamines, donc pratiquement pas d'azote, de phosphore ou de potassium (NPK). La totalité de ces éléments minéraux est restituée à la parcelle. Comme une bananeraie est également très efficace pour éviter ruissellement et lessivage, voilà un système de culture qui, pour la première fois dans l'histoire du Burundi, peut se passer de fumure animale. En ce qui concerne le bilan organique, la bananeraie fonctionne comme un véritable puits de carbone et la quasi-totalité de ce carbone, à l'exception de la fraction contenue dans le jus, est restituée au sol. Le bilan carbone est donc très largement excédentaire, ce qui est une autre particularité exceptionnelle dans un système agraire où la fumure animale est devenue une chose extrêmement rare : la bananeraie peut s'en passer et constitue même un système producteur de biomasse, le carbone s'accumulant sur place au rythme de ces restitutions systématiques. Il en résulte une amélioration spectaculaire des sols sous bananeraies.

Une autre caractéristique de ce système de culture est qu'il est aussi très performant du point de vue micro-économique. Tous les calculs faits, pour toutes les régions du Burundi, montrent que si on l'évalue du point de vue de la richesse créée par unité de surface d'une part (valeur ajoutée/ha), ou de celui de la richesse créée par journée de travail consacrée à ce système de culture d'autre part (valeur ajoutée/journée de travail), ce système de culture est le plus performant du point de vue micro-économique (Cochet, 2001).

Tout cela explique que, durant toute la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle, les agriculteurs aient tout fait pour étendre le plus possible leurs bananeraies.

### **L'intensification et la complexification des associations culturales**

Sur les autres parcelles de l'exploitation agricole, les agriculteurs ont mis en place des cultures associées de plus en plus complexes et sophistiquées, avec parfois jusqu'à 7 ou 8 espèces différentes sur la même parcelle, le tout aboutissant à une sorte de « fouillis » qui ferait perdre son latin à n'importe quel agronome, mais qui est un fouillis ordonné, jardiné, où il n'y a pas un cm<sup>2</sup> perdu, où il n'y a pas un seul rayon de soleil qui ne touche une feuille avant de toucher le sol et pas un cm<sup>3</sup> du sol qui ne soit exploré par les racines de telle ou telle plante cultivée.

Cette sophistication des associations culturales est assez spectaculaire et traduit un processus d'intensification en travail des systèmes de culture. Ceci a lieu sur les versants des collines et, également, de façon systématique dans les bas-fonds qui séparent chaque unité topographique – chaque colline – de sa voisine.

### **Le café**

À l'époque coloniale, le café était une culture obligatoire. Le café était acheté aux ménages afin qu'avec cet argent ils puissent s'acquitter de l'impôt de capitation. À partir des années cinquante,



Paysage du Burundi © Hubert Cochet

le prix relatif du café devient intéressant pour les agriculteurs. Ces derniers découvrent pour la première fois de leur existence que le café est source de pouvoir d'achat (il le restera jusqu'à la fin des années soixante-dix) et se mettent à augmenter volontairement les surfaces cultivées en café.

Par ailleurs, le caféier n'a pas été le seul ligneux planté sur les collines burundaises. Outre le thé qui se substitue au café au-dessus de 2000 mètres d'altitude, de multiples arbres utiles ont été plantés par les agriculteurs au sein même de la bananeraie (arbres fruitiers) ou en bordure de leurs parcelles (*Eucalyptus*, *Grevillea*), de sorte que le paysage burundais prend parfois un aspect boisé d'autant plus remarquable que ce couvert arboré est d'autant plus dense que la « pression » démographique est forte, contrairement à une idée solidement ancrée dans les esprits.

Voici donc l'ensemble de ces transformations qui, à l'échelle de chaque exploitation agricole, dans un contexte où la surface de chaque exploitation diminuait au rythme de la densification du peuplement et des partages successoraux, a permis, globalement, d'accroître la production par unité de surface et qui explique que, avec 50% d'accroissement des surfaces cultivées (entre 1950 et 1990), on ait observé 150% d'accroissement de la production vivrière (à laquelle il faut rajouter une production importante de café et de thé). Multiplication des cycles de culture (tant sur colline que dans les bas-fonds) et complexification des associations, développement de la bananeraie et transformation du mode de reproduction de la fertilité, intensification en travail et finalement, doublement ou triplement de la production alimentaire: il s'agit là d'une nouvelle révolution agricole, réalisée pourtant sans aucun moyens de production d'origine industrielle, sans outils, sans engrais, sans produits phytosanitaires, un aperçu en quelque sorte de la révolution « doublement verte » que certains experts appellent aujourd'hui de leurs vœux<sup>11</sup>.

11. Griffon M. (Ed.), 1996. *Vers une révolution doublement verte*. Fondation prospective et innovation, CIRAD.

Ce développement spectaculaire a conduit de nombreux chercheurs, universitaires et experts à interpréter l'évolution de l'agriculture burundaise en faisant la part belle aux thèses qu'Esther Boserup avait développées à partir de 1965. En réaction avec les thèses malthusiennes et néo malthusienne, Esther Boserup avait élaboré un modèle où la « pression démographique », au lieu d'être la source de tous les maux, était au contraire considérée comme le moteur du développement : c'était la « pression démographique » qui obligeait les gens à intensifier et c'était elle qui expliquait ce fort accroissement de la production.

Certes, l'accroissement démographique est allé de pair avec ces transformations tant il est évident que les gens, à la tête d'unités de production de plus en plus petites, ont intensifié par nécessité. Mais ce modèle interprétatif s'avère totalement inefficace pour expliquer les raisons pour lesquelles ce processus n'a pas démarré avant et quelles sont ses limites ou les crises qu'il peut traverser.

Pourquoi ce spectaculaire processus de développement n'a-t-il pas commencé avant la deuxième moitié des années quarante ? Tout simplement parce qu'il était freiné par la pression coloniale. En effet, tous les éléments de cette transformation des systèmes agraires se mettent lentement en place dans les années vingt et trente, mais de façon embryonnaire dans chaque exploitation agricole. À l'époque, on est obligé de semer du café pour payer l'impôt, obligé de consacrer 100 ou 150 journées de travail par an à la « corvée coloniale » et même si tous les éléments du nouveau système agraire sont présents dans les campagnes burundaises bien avant les années quarante, ce développement est impossible tant que la contrainte coloniale ne se relâche pas.

La fin des années quarante, au contraire, est marquée par l'abolition du travail forcé et des cultures vivrières obligatoires et par un contexte de prix relatifs où le café devient source de pouvoir d'achat. On a donc bien, dans le relâchement de la pression coloniale, une première condition *sine qua non* à l'épanouissement de ces transformations.

Du même coup, la force de travail qui avait émigré dans les territoires britanniques revient en masse, déjà dans les années cinquante et, de façon plus décisive, après l'Indépendance (1962). Des centaines de milliers de Burundais qui avaient fui leur pays rentrent donc sur leurs collines et se mettent à consacrer l'essentiel de leur temps à jardiner leur petit lopin de terre.

Une autre condition nécessaire à ce processus a été le maintien, voire l'approfondissement, du caractère dispersé de l'habitat. Cette gestion nouvelle de la biomasse disponible et la constitution de la bananeraie autour de la maison d'habitation ne pouvaient pas se faire dans le cadre d'un habitat groupé. Les tentatives de villagisation, très à la mode dans les années soixante-dix, dans cette région du monde et ailleurs, ont, heureusement, échoué au Rwanda et au Burundi. Si elles ont échoué, c'est en partie parce que les gens tenaient suffisamment à leurs bananeraies pour refuser par tous les moyens de se regrouper. La villagisation aurait rendu l'anthropisation de ces sols impossible, ou beaucoup plus laborieuse.

Enfin, il faut souligner le caractère relativement égalitaire de ce processus de développement. Comme l'accumulation du capital se réduit le plus souvent à l'accumulation de biomasse – le capital des gens, c'est leur bananeraie et le réservoir de carbone qu'elle représente – cette accumulation est forcément lente, continue, et se prête relativement peu à des processus de spoliation ou d'accumulation brutale, notamment au travers des échanges marchands.

## Les limites de ce processus

### En ce qui concerne les bananeraies

Cette anthropisation progressive des sols, grâce à ce système de culture fondé sur la bananeraie, a connu deux types de limites. Bien que la consommation de jus de banane fermenté joue un rôle non négligeable dans la ration calorique des adultes, cette consommation n'est pas illimitée et les marchés urbains ne représentent qu'un faible débouché. Une deuxième limite, agronomique cette fois, est que l'extension centrifuge de la bananeraie et l'anthropisation des sols qui l'accompagne

se ralentissent sur les versants, d'une part parce qu'on a affaire à des sols de plus en plus désaturés et acides en descendant sur les versants et, d'autre part, parce que pour que ce processus soit activé, la fumure animale était extrêmement précieuse au moment de la plantation des premiers bananiers. À partir du moment où il n'y a presque plus de bétail dans les zones les plus densément peuplées du Rwanda et du Burundi, le rôle de starter que joue la fumure animale dans l'installation de la bananeraie n'est plus possible, ce qui constitue une deuxième limite à son extension.

### **L'absence totale de moyens de production**

C'est une vertu de ce développement d'avoir réussi un tel tour de force presque sans moyens de production d'origine industrielle, et en faisant la part belle aux processus biologiques théorisés aujourd'hui dans le cadre de l'agroécologie. Mais on serait fort mal inspiré de se réjouir trop vite du caractère intrinsèquement « biologique » de ce développement. Car il est en effet évident, aujourd'hui, que les agriculteurs burundais ne pourront guère aller plus loin dans ce processus d'intensification sans disposer d'un minimum d'intrants utilisés avec doigté (engrais, produits phytosanitaires) et sans un outillage plus diversifié (même s'il peut rester manuel). Le dénuement extrême de moyens de production dans lequel les agriculteurs burundais travaillent aujourd'hui est une limite fondamentale à ce processus.

### **Concernant le café**

Le café est l'un des moteurs de ce développement, mais il constitue aussi sa principale pierre d'achoppement. Ce n'est pas le café en tant que tel qui est en cause, mais la façon dont on a obligé les agriculteurs burundais à cultiver le café, ce qui est bien différent.

Le processus de culture des caféiers a été rendu obligatoire depuis les années trente et cet itinéraire technique n'a pas ou peu évolué depuis cette époque. Il est donc obligatoire de cultiver le café en culture pure, sur des emplacements souvent déterminés par l'administration (ce fut pendant longtemps au bord des routes) ; il est obligatoire de faire un certain nombre de tailles à intervalle régulier et, surtout, il est obligatoire de pailler le café, c'est-à-dire de constituer un mulch (paillis) de 20 cm de matière organique fraîche sur la parcelle de café chaque année, en fin de saison des pluies (la quantité recommandée étant de 20 à 25 tonnes de matière sèche par hectare !). Cette couverture de matière organique a différentes vertus agronomiques : elle limite l'évaporation pendant la saison sèche ; elle constitue une efficace protection contre l'érosion et le ruissellement ; elle étouffe les adventices et est une source de fertilité remarquable puisque cette matière organique se décompose au profit du café.

À l'époque coloniale, on avait tracé des pistes sur toutes les collines burundaises et rwandaises. Les agriculteurs étaient obligés de semer le café de part et d'autre de la piste. Un contrôleur passait dans sa jeep ou sur sa moto pour vérifier que le paillage était bien effectué et pouvait, s'il avait un doute, descendre de voiture et enfoncer un crayon à papier neuf dans ce mulch sans rencontrer la moindre résistance jusqu'au sol. Si ce n'était pas le cas, l'agriculteur était soumis à des peines corporelles. Peu de choses ont changé depuis puisque dans les années quatre-vingt-dix, le paillage était toujours obligatoire, les peines corporelles ayant seulement été remplacées par des amendes.

Cet itinéraire technique du café pose aujourd'hui de multiples problèmes extrêmement graves. Où trouver cette biomasse dans des exploitations agricoles qui, aujourd'hui, font moins de 1 hectare ? En premier lieu, dans la bananeraie : il apparaît naturel qu'une partie des résidus de culture d'une bananeraie puisse être transférée sur une parcelle de café ; mais, lorsque cela ne suffit pas, il faut solliciter toutes les parcelles de cultures vivrières. Le deuxième flux de biomasse qui apparaît au cœur de chaque exploitation agricole concerne donc tous les résidus des cultures vivrières, résidus transportés vers la caféière : les cannes et les tiges de maïs et de sorgho, les fanes de patates douces et de haricots (y compris les racines que l'on arrache) et l'ensemble des adventices. Si cela ne suffit pas, on peut faire appel aux derniers arpents de pâturages résiduels. Il ne reste plus beaucoup de pâturages dans les régions les plus densément peuplées du Rwanda et du Burundi et, dans ces cas-là,

on doit mettre en défens ces dernières prairies (ce qui signifie liquider la dernière chèvre ou la dernière vache) pour les faucher et transférer la biomasse obtenue sur la parcelle de café.

Cet itinéraire technique standard conduit donc à l'apparition d'une multitude de flux de biomasse internes à l'exploitation agricole qui convergent tous vers la parcelle de café. L'intensité de ces flux dépend, d'une part, de la surface de l'exploitation, et, d'autre part du rapport entre surface productrice de « paillis » et surface de café, c'est-à-dire la place relative qu'occupe le café dans la surface agricole utile de l'exploitation. Cela dépend aussi des moyens qu'ont les agriculteurs pour acheter de la biomasse, un véritable marché du carbone étant ainsi apparu dans un contexte de raréfaction de cette ressource.

Ces nouveaux flux centripètes au profit du café et au détriment de toutes les autres parcelles de l'exploitation fragilisent considérablement les exploitations agricoles. Tout ce que j'ai exposé précédemment sur les bananeraies devient caduc si le carbone, au lieu de s'accumuler sur place, est transféré sur le café. L'efficacité agronomique et économique de ce système de culture « bananeraie » est donc directement menacée par l'intensité des transferts au profit du café. En ce qui concerne les associations vivrières complexes que les agriculteurs ont mis en place, il est évident que transférer sur le café tous les résidus de culture, y compris parfois une partie du système racinaire, multiplie par deux ou par trois les exportations minérales au détriment de ces parcelles. En ce qui concerne le pâturage résiduel, cela précipite la disparition de l'élevage et donc des transferts de fertilité que cet élevage pouvait, parfois encore, occasionner au profit des parcelles cultivées.

On voit donc que cette politique unilatérale (cet itinéraire technique imposé pour le café) est devenu une menace pour l'ensemble de l'exploitation agricole et, par extension, pour le système agraire tout entier. Cet itinéraire technique, complètement obsolète, est devenu une impasse agronomique totale, mais aussi économique et sociale.

La biomasse – le carbone – a donc au Burundi un prix de marché depuis les années quatre-vingt. Lorsque les agriculteurs les plus pauvres n'ont plus rien à vendre, ils vendent leur biomasse (leurs résidus de culture, leurs mauvaises herbes, etc.) à leurs voisins qui ont les moyens de l'acheter. Non seulement la biomasse a acquis un prix de marché, mais elle a aussi un coût d'opportunité colossal. Ce coût d'opportunité, c'est la fin de l'élevage, c'est la diminution des rendements sur les cultures vivrières parce que les exportations minérales remettent en cause la reproduction de la fertilité de ces parcelles et c'est la diminution d'efficacité du système de culture « bananeraie ». Ce coût d'opportunité est donc absolument démesuré et c'est ce qui remet en cause, d'une part, la caféiculture au Burundi et, d'autre part, le système agraire dans son ensemble.

La caféiculture est d'autant plus remise en cause par les producteurs quand l'évolution des prix relatifs du café fait de ce dernier une production de moins en moins rentable. Les agriculteurs sont alors de plus en plus réticents à sacrifier la biomasse au profit d'une culture qui leur rapporte de moins en moins.

Comment expliquer qu'un itinéraire technique aussi inadapté ait pu être conservé pendant aussi longtemps et ait pu être maintenu obligatoire, unique et standardisé ? Poser cette question au début des années quatre-vingt-dix au Burundi n'était pas chose aisée. Alors qu'il s'agissait clairement d'un des problèmes les plus graves de l'agriculture burundaise, pratiquement aucun travail de recherche n'avait été mené sur ces questions. Le simple fait de remettre en question, pour des motifs strictement agronomiques, cet itinéraire technique soulevait des craintes et des oppositions de nature fort peu scientifique.

Le café représentait en effet 80 % des recettes d'exportation. C'est donc au travers des taxes à l'exportation que les caisses de l'État se remplissaient. Prélèvements à l'exportation et aide internationale permettaient à l'administration burundaise de fonctionner. Le pouvoir ayant été confisqué par une petite minorité politique, remettre en cause cet itinéraire technique était perçu par l'ensemble des dirigeants et des scientifiques comme une remise en cause de l'économie du pays tout entière et, plus particulièrement, du budget de l'État : c'était chose impossible à l'époque, malgré les évidences agronomiques et économiques.

## Conclusion : le carbone au cœur du développement

Pour conclure, je voudrais revenir sur les deux « pièges » que j'ai essayé de contourner dans mon approche de l'agriculture burundaise : la « pression » démographique comme clef d'entrée dans ces systèmes agraires et la variable ethnique.

En ce qui concerne la pression démographique, le débat entre Malthus et Boserup est toujours omniprésent au Burundi, dans les sphères scientifiques, universitaires, politiques, *etc.* Les thèses malthusiennes ont inspiré ce scénario de crise que l'on attendait depuis les années soixante. Mais la crise n'étant pas au rendez-vous, on continua de tirer la sonnette d'alarme pendant les décennies suivantes, mais sans comprendre les ressorts des processus d'intensification en cours.

Pour les néo malthusiens, la pression démographique était la cause de tous les maux puisque c'était elle qui entraînait l'érosion, la déforestation, la mise en culture des pentes les plus fortes et c'était donc cette pression démographique qui allait être à l'origine de la crise. Pour essayer d'anticiper cette crise, et à défaut de lutter contre la croissance démographique, l'Église catholique s'opposant fermement à la régulation des naissances, il fallait « lutter » contre l'érosion, « lutter » contre la déforestation, avec en filigrane l'idée que ce qui était la cause de la crise, c'était l'agriculture elle-même, donc les paysans et l'intensification qu'ils avaient réalisée. Pourtant, dans le paysage burundais, tout montre l'inverse : ce sont dans les régions les moins densément peuplées que se manifestent les signes d'érosion, de déforestation, de dégradation du milieu. Au contraire dans les régions les plus densément peuplées (600 habitants par km<sup>2</sup>) on a affaire à des paysages boisés, véritables constructions humaines, les gens ayant planté des arbres partout : un phénomène d'intensification et d'artificialisation des écosystèmes qui conduit à l'opposé d'un déboisement massif ou d'une aggravation des phénomènes érosifs. Le fait de considérer les agriculteurs, et l'agriculture en général, comme étant la cause de cette crise annoncée permettait de justifier bien des choses en matière de politique agricole : le surencadrement des producteurs et la condamnation de leurs pratiques. Toute la recherche agronomique et la vulgarisation furent ainsi concentrées sur la mise au point de « paquets » techniques qu'il fallait diffuser dans les campagnes, y compris contre l'avis des producteurs eux-mêmes, ce qui suffisait à justifier la dérive autoritaire du régime.

À la même époque, la courbe de la production suivant à peu près celle de la population, d'autres mettaient en avant le modèle de Boserup. À tel point que lorsque les statistiques fiables faisaient défaut, on mesurait tout bonnement l'accroissement annuel de la production en rajoutant au chiffre de l'année précédente un pourcentage égal à celui mesurant l'accroissement de la population ! Les partisans de cette thèse en ont aussi fait une large utilisation : la « surpopulation », réservoir de force de travail considérable autant qu'inépuisable dans les campagnes, permettait de justifier la « mise au travail » de la paysannerie. On fit de cet « investissement travail » (au sens d'E. Boserup) une façon tout aussi autoritaire de mobilisation de la paysannerie pour construire les routes, assainir des marais, *etc.*, selon une tradition tout à fait coloniale de mobilisation forcée des populations.

Plus récemment, cette théorie de Boserup a été également dotée de vertus néo-libérales. Puisque les agriculteurs pouvaient intensifier, il suffisait qu'ils soient de plus en plus nombreux pour que l'intensification ait lieu : cela justifiait que l'État et les pouvoirs publics se retirent de toute fonction productive ; il suffisait de faire en sorte que les signaux du marché parviennent aux agriculteurs.

Ces deux thèses, bien qu'elles soient systématiquement opposées, se ressemblent plus qu'il n'y paraît puisque toutes deux font du rapport population/ressources le point de départ de l'analyse. Donc, que ce soit la production qui soit considérée comme une variable indépendante (Malthus) ou, au contraire, que ce soit la croissance de la population qui devienne variable indépendante (Boserup), ces deux théories se rejoignent finalement dans leur incapacité à expliquer véritablement les crises, à replacer les rapports sociaux au centre des phénomènes observés et à essayer de voir à quelles conditions ces crises pourraient ou non être surmontées.

Bien que d'importantes marges de progrès existent encore, l'accumulation de capital-fertilité, au centre du processus de développement de l'agriculture burundaise, est aujourd'hui ralentie, entravée de mille manières. Détournement massif de biomasse au profit exclusif de la caféiculture au travers

de la technique imposée du paillage, pénurie de moyens de production, attaques parasitaires incontrôlées, en particulier sur les bananiers et les haricots, système de prix relatifs qui rend inaccessibles engrais et produits phytosanitaires, atteintes répétées et massives au libre accès aux ressources, autant d'obstacles qui rendent de plus en plus difficile la poursuite et l'approfondissement des dynamiques d'intensification en cours depuis les années cinquante. Ce qui fait aujourd'hui obstacle à la continuation de ces processus n'est donc pas à rechercher dans les pratiques paysannes elles-mêmes et la crise ne résulte nullement du dépassement d'un plafond démographique imposé par les capacités productives des systèmes de culture et d'élevage. C'est bien davantage les conditions dans lesquelles les producteurs se trouvent aujourd'hui intégrés aux échanges marchands et les rapports sociaux dans lesquels ils sont impliqués qui limitent la capacité productive du système agraire. Tout comme dans la société de l'ancien Burundi, le stockage et la concentration du carbone, son appropriation et sa gestion se trouvent à nouveau au centre des rapports sociaux.

Finalement, le développement agricole du Burundi a été peu extraverti et est resté en dépit du développement de la caféiculture, surtout basé sur le marché intérieur, même si celui-ci est resté limité aux produits agricoles, et fort restreint par l'étroitesse des marchés urbains. Protégé par les 1 500 kilomètres de mauvaises routes qui le séparent de l'océan Indien, le Burundi a pu maîtriser son intégration aux échanges internationaux et limiter ses effets destructeurs sur le secteur vivrier. Malgré une productivité du travail très faible, l'agriculture est toujours vivante, et le pays est resté longtemps autosuffisant. Les transformations agraires des dernières décennies constituent bien un exemple étonnant de développement endogène, seulement basé sur les ressources locales. Quant au café, nul besoin de réveiller un débat déjà ancien, et dépassé, sur la concurrence cultures vivrières/cultures d'exportation. Le café était sans doute le meilleur vecteur d'intégration aux échanges internationaux. Encore eût-il fallu que l'avantage comparatif certain dont bénéficiait le Burundi ne soit pas fortement réduit par le coût d'opportunité de la biomasse exigée pour le café par la technique imposée du paillage, et ses effets indirects extrêmement graves sur l'économie nationale.